



Fin août, je suis allé au Remue Méninges du Parti de Gauche et des Estivales du Front de Gauche qui se sont tenues à Saint Martin d'Hères, près de Grenoble. Ah, quel grand bol d'air politique rafraîchissant, loin des querelles de boutiques et des débats sans fin sur une virgule. Nous y avons évoqué, entre autre, un bilan des cent premiers jours du gouvernement Ayrault. Aïe... Nous sommes loin d'être au niveau des attentes de changement exprimées.

Au Front de Gauche, nous ne demandons pourtant pas que Jean-Marc Ayrault fasse appliquer notre programme : « Nous ne demandons pas que le gouvernement reprenne notre programme petits morceaux par petits morceaux. Le programme du Front de Gauche est une globalité (...), la planification écologique en est le cœur, qui bouscule les intérêts particuliers, à commencer par ceux du grand patronat et du capitalisme. (...) Il réclame un gouvernement qui passe à la VIème République, partage les richesses, sorte du Traité de Lisbonne et des nouveaux traités », comme l'a dit Jean-Luc Mélenchon lors du discours de clôture des Estivales du Front de Gauche le dimanche 26 août dernier.

Mais de changement de politique européenne il n'y aura pas. La belle hypocrisie qui avait conduit la majorité des parlementaires socialistes à s'abstenir lors du vote du Mécanisme Européen de Stabilité (*cf. note du 21 février 2012*) pour le laisser passer est aujourd'hui éventée : notre pays s'apprête à ratifier le Traité Européen, copie conforme du précédent, le Traité « Merkozy ». Aucun débat, le peuple évidemment pas consulté, injonction de Jean-Marc Ayrault aux membres des partis politiques de sa majorité gouvernementale de voter « oui », tout ceci est l'opposé ce que nous devrions faire. Au référendum que nous proposons, ils répondent par la muselière !

Du coup, tout se décline de manière cohérente dans les grands sujets qui suivent. Se ficelant les mains avec une politique européenne qui entérine l'austérité la plus dévastatrice, rien n'est

fait pour augmenter les salaires, arrêter de baisser le nombre de fonctionnaires, inverser le rapport de force entre le salariat et l'actionnariat. L'affaire PSA en est la cruelle illustration. Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement Productif, avait dit dans un 1er temps qu'il ne laisserait pas PSA licencier 6000 personnes à Aulnay Sous Bois, dans une entreprise qui fait des bénéfices et redistribue des dividendes. Le Premier Ministre lui demande d'en rabattre. Le PDG de PSA, se sentant alors les coudées franches, dit qu'il ne cédera jamais. 1 mois et demi plus tard, Arnaud Montebourg veut « museler » les syndicats de PSA au nom de la responsabilité économique...

Je comprends mieux pourquoi le gouvernement n'a pas répondu à la demande du Front de Gauche d'amnistier les syndicalistes qui ont maille à partir avec la justice du seul fait de leur refus de se soumettre au test ADN en vue d'établir leur empreinte génétique, tels des criminels. Voilà une mesure qui n'aurait pourtant rien coûté. Vous en voulez une autre ? Les salariés de Fralib, qui luttent contre la volonté de Unilever de fermer leur usine pour arrêter le thé Elephant, voudraient pouvoir reprendre leur outil de travail en coopérative. Ça ne coûte rien ça non plus. Pourtant, aucune mesure législative qui va dans ce sens, n'a été prise, ni même évoquée.

Le gouvernement continue comme si de rien n'était. Le capitaine a changé, mais le Titanic continue d'avancer vers l'iceberg qui s'est détaché à cause du réchauffement climatique. Les propositions de lois des parlementaires Front de Gauche ? Ignorées. La question de la gestion par l'Etat des entreprises dont il est le principal actionnaire, comme Thalès (*rappelons que l'Etat voulait vendre le secteur stratégique de l'informatique d'un groupe qui intervient dans la défense, l'aéronautique ou le spatial...*)

? Méprisée. L'interpellation par Jean-Luc Mélenchon à propos du chef de cabinet de Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, suite au contrat de lobbying qui aurait été passé avec une multinationale de l'eau pour m'abattre politiquement ? Passée sous silence.

Que les interpellations proviennent de Jean-Luc Mélenchon, de parlementaires ou de salariés en lutte, la même réponse est apportée : le néant. Au final, Jean-Marc Ayrault se sera contenté de nous parler en faisant de puériles provocations sur les vacances de Jean-Luc Mélenchon, au Venezuela. Et quand il aura parlé du fond politique, ç'aura été pour « recadrer » Montebourg sur le nucléaire et PSA et « museler » les membres de sa majorité qui ne veulent pas cautionner la politique « austéritaire » du nouveau traité européen.

Dites, c'est quand déjà le changement ?